
La Marche pour l'égalité et contre le racisme, un événement historique ou un coup médiatique ?

Mogniss H. Abdallah



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2681>

DOI : [10.4000/hommesmigrations.2681](https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.2681)

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2013

Pagination : 162-166

ISBN : 978-2-919040-24-7

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Mogniss H. Abdallah, « La Marche pour l'égalité et contre le racisme, un événement historique ou un coup médiatique ? », *Hommes & migrations* [En ligne], 1304 | 2013, mis en ligne le 24 mars 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2681> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.2681>

Tous droits réservés

MÉMOIRES

LA MARCHÉ POUR L'ÉGALITÉ ET CONTRE LE RACISME

UN ÉVÉNEMENT HISTORIQUE OU UN COUP MÉDIATIQUE ?

MOGNISS H. ABDALLAH, directeur de l'agence IM'média.

Octobre 2013, trente ans après, à la question "Avez-vous déjà entendu parler de la Marche pour l'égalité de 1983, dite Marche des Beurs ?", 81 % des personnes sondées répondent "non". Parmi les 18-24 ans, le "non" grimpe même jusqu'à 90 %. Certes, parmi les 65 ans et plus, 27 % disent en avoir entendu parler, surtout en région Île-de-France¹. Mais ce sondage ne s'attarde pas sur les confusions récurrentes parmi les réponses positives qui, au vu de nombre d'observations empiriques par ailleurs, amalgament le plus souvent la Marche avec l'opération ultérieure "Touche pas à mon pote" de SOS Racisme². Sans préjuger des effets de réactivation mémorielle ou de relance de la recherche historique suite aux multiples publications, commémorations, réunions publiques ou colloques organisés en 2013, ainsi que de l'impact du film *La Marche* réalisé par Nabil Ben Yadir sorti le 27 novembre sur les écrans à destination du grand public, ces chiffres concordent avec l'impression dominante : vécue comme un "moment fondateur" d'une France qui se découvre pluri-culturelle et pluri-ethnique, voire comme un "événement historique", la Marche n'est pas inscrite pour autant dans le marbre de la mémoire collective. Elle n'est "pas assez entrée dans l'histoire". Mais, à qui la faute ? Poser cette question, c'est aussi une façon d'interroger la notion même d'historicité, c'est-à-dire "la capacité qu'ont les

*acteurs d'une société ou d'une communauté donnée à inscrire leur présent dans une histoire, à le penser comme situé dans un temps non pas neutre mais signifiant, par la conception qu'ils s'en font, les interprétations qu'ils s'en donnent et les récits qu'ils forgent*³".



La Marche, un moment fondateur pour certains, un non-événement pour d'autres

Lors d'un colloque universitaire consacré à "l'héritage de la Marche" organisé les 12 et 13 novembre 2013 à Metz, le sociologue Alain Battégay, qui a lui-même suivi avec empathie l'effervescence sur la place lyonnaise du début des années 1980, émet une hypothèse iconoclaste : "*La Marche, dont on sait qu'elle est célébrée par certains comme un événement fondateur a aussi été un non-événement pour d'autres. Je voudrais ici soutenir que cette perception de la Marche comme non-événement est elle-même mémorable, et qu'au lieu de tenir pour acquis le caractère mémorable de la Marche, il convient aussi de documenter et d'analyser les perceptions différenciées de la Marche dans différents cercles, courants d'opinion, milieux professionnels, milieux de l'action publique, de documenter et d'analyser ses ondes et*

1. Sondage Opinionway pour la Licra, octobre 2013 2. Mogniss H. Abdallah, "La Marche pour l'égalité, une mémoire à restaurer", in *Hommes & Migrations*, n° 1247, janvier-février 2004. 3. Ludvine Bantigny, in "Historicités du XX^e siècle", revue *Vingtième Siècle*, vol. 1, n° 117, 2013.

© AMADOU GAYE - AGENCE IM'MEDIA

ses limites de pertinence à différentes échelles territoriales, sociales, institutionnelles.” Alors même que la Marche est représentée comme un temps fort propice à la promotion d’une nouvelle politique de la Ville, Alain Battégay souligne que “les corps d’État impliqués dans les décisions d’aménagement urbain (dont les ingénieurs des Ponts) ont peu été interpellés”. Et il ajoute : “Pour une partie importante du monde politique, la Marche a été perçue comme un non-événement, un événement qui ne faisait pas sens”, au regard de la société française considérée dans son ensemble. Les réponses évasives de plusieurs artistes ou intellectuels au journal *Libération*, leur demandant s’ils vont rejoindre le rassemblement final

du 3 décembre 1983 à Paris, illustrent cette tendance. “Pardon ? C’est quoi ? dit Philippe Sollers, écrivain. *Je suis désolé, je ne suis pas au courant. Je vous lirai demain.*” “Ils arrivent quand à Paris ? Samedi ? demande Françoise Giroud, journaliste. *Je ne sais pas si j’irai.*” “Participer à la Marche samedi ? Pourquoi pas, maintenant que vous me le dites...”, songe Edgar Morin, sociologue. Bien que d’autres têtes d’affiche, parmi lesquelles Bernard Henry-Lévy, aient déclaré leur volonté de se joindre “absolument” au défilé⁴, on est bien loin de l’idée reçue d’un enthousiasme débordant et de la mobilisation générale des intellectuels et du Tout-Paris, entretenue par une vision quelque peu mythologique du succès final de la Marche.

MÉMOIRES



Des médias moins unanimes et plus ambivalents qu'on ne le dit

La presse écrite et audiovisuelle a consacré sa rubrique "événement" au "coup de cœur pour les Beurs" (*Le Matin*, 5 décembre 1983). Mais l'accueil de la Marche par les médias ne fut pas unanime, sans anicroches. Certaines rédactions se révèlent clivées. "Paris vaut bien une marche... mais les contrôles d'identité et les rafles se poursuivent", titre *Le Quotidien de Paris* du 3 décembre, comme pour mieux insinuer que l'idylle entre les marcheurs et l'État socialiste est un leurre, une simple posture "antiraciste". *Le Figaro* publie le 5 décembre 1983 une tribune du révérend père Riquet sobrement intitulée "Raison garder" : "Tous les chrétiens devraient être d'accord avec la Bible" écrit-il, "pour dire quand un immigrant s'installera chez vous, dans votre pays (...) vous le traiterez comme un autochtone, comme l'un de vous, vous l'aimez comme vous-mêmes

Dès 1982, une étude remarquée sur l'insertion des jeunes d'origine étrangère alerte sur "le risque de graves difficultés sociales" si le pays laisse en marge cette fraction de la population en passe de devenir majoritaire dans l'immigration.

(...). Il ne s'ensuit pas que le gouvernement de la France doive demain être confié à des hommes dont la culture et les mœurs seraient profondément différentes des nôtres." Le 13 décembre, *France-Soir* tacle la réception chez

le président Mitterrand de Toumi Djäidja, figure emblématique de la Marche : "Le 'marcheur' reçu à l'Élysée avait fait l'objet d'un mandat d'amener", fac-similé à l'appui. Le procès en légitimité des "gentils Beurs" est déjà enclenché.

Pour évaluer l'impact public positif de la Marche, d'aucuns limitent leur horizon médiatique à la presse réputée "pro-immigrée" (*Libération*, *Le Monde*, *Le Matin*, *Le Nouvel Obs*, *Actuel*, etc.) et à quelques journaux télévisés ou émissions, tels le magazine hebdomadaire *Résistances* de Bernard Langlois sur Antenne 2 ou encore *Mosaïque*, l'émission destinée aux communautés immigrées sur FR3. L'historien Gérard Noiriel prend comme chose acquise l'antiracisme du journal *Libération*, à l'origine selon lui de l'appellation "Marche des Beurs". "La thématique antiraciste, nourrie de références américaines (Martin Luther King), était déjà 'routinisée' comme un type d'événement dont il fallait tenir compte", affirme-t-il⁴. C'est méconnaître les conditions même de la production de la couverture de la Marche par le journal, faire fi des motivations personnelles et des engagements différenciés des journalistes impliqués. Durant l'été 1983, bien que l'idée de la Marche ait été déjà discutée lors de rencontres publiques dans la banlieue lyonnaise, *Libération* pourtant présent ne la relaie pas encore. Son correspondant local, Robert Marmoz, mentionne en revanche "les mères des victimes de crimes racistes" qui, à l'instar des "folles de mai argentines", "défileront à la rentrée dans les rues de Paris avec les portraits de leurs enfants pour lesquels elles réclament justice"⁵. Et lorsque Mohamed Nemmiche, un jeune du journal interculturel immigré *Sans Frontière*, pigiste occasionnel de la rubrique "Tête d'affiche" de *Libération*, vient proposer début octobre 1983 un carnet de route quotidien de la Marche, il se fait rembarrier par Serge July. Au départ de la Marche, ce sera un pool de médias dédiés et de radios libres, ainsi que des journalistes ou photographes indépendants, qui assureront la couverture médiatique initiale.

4. *Libération*, 30 novembre 1983. 5. Gérard Noiriel, in *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Fayard, 2007.

6. Voir "Banlieues lyonnaises : prendre le ghetto de vitesse", in *Libération*, 25 juillet 1983, et le film *Minguettes 1983, paix sociale ou pacification ?*, Agence IM'média, 1983.

En ce début des années 1980, dans les rédactions les plus “branchées”, un climat de défiance vis-à-vis de l’antiracisme rejaillit de temps à autre : “*Vous êtes de vieux gauchistes, des professionnels de l’antiracisme. C’est votre raison sociale. S’il n’y a plus de racisme, que devenez-vous ? Vous avez donc intérêt à en voir partout.*” Voilà comment, en mai 1981, Yannick Blanc, rédacteur vedette du magazine *Actuel*, polémique avec des jeunes de la cité Bassens à Marseille. “*Vous voulez des journalistes lèche-cul qui répètent à longueur d’articles : ‘Pauvres, pauvres, pauvres Arabes.’ Vous pensez que vous allez me culpabiliser avec votre chantage au racisme ? Quelle rigolade ! Dans une génération, les Arabo-Français auront leurs businessmen, leurs bourgeois, leurs artistes*”, s’énerve-t-il dans un “droit de réponse”⁷. D’*Actuel* à *Libération*, on retrouvera cette ode à l’élite franco-arabe, comme dans l’éditorial de Serge July intitulé “*Le pari des Beurs*”, publié au lendemain de l’arrivée triomphale de la Marche à Paris. *Libération* a senti la montée en puissance de la mobilisation du gouvernement en faveur des “Beurs” et décide alors de l’accompagner, ce qui, en creux, met en évidence l’interdépendance entre médias et pouvoirs publics.



Se recentrer sur les jeunes, une injonction institutionnelle

On présente souvent l’accès des “Beurs” à l’espace public, et en particulier la “mode beur”, comme une conséquence directe de la Marche. Il est indéniable qu’il y a eu un phénomène d’amplification, une visibilité inédite. Mais l’incitation initiale est antérieure et correspond à des préoccupations institutionnelles, et à la nécessité de relancer l’esprit d’expérimentations novatrices dans

l’industrie culturelle apparu après la victoire de la gauche en 1981 qui montre déjà des signes d’essoufflement. Dès 1982, une étude remarquée sur l’insertion des jeunes d’origine étrangère alerte sur “*le risque de graves difficultés sociales*” si le pays laisse en marge cette fraction de la population en passe de devenir majoritaire dans l’immigration⁸. Une autre étude sur “l’information et l’expression culturelle des communautés immigrées en France”, dit “rapport Françoise Gaspard”, également sortie en 1982, considère les “*jeunes de la deuxième génération*” comme des “*agents du mélange des cultures*” et avance des propositions pour les aider “à se remettre en jeu”, “*en redéployant à leur avantage les subventions du Fonds d’action sociale (FAS)*”. Il s’agit alors de favoriser “*les formes culturelles nouvelles*” dans les médias, la musique, et “*l’accès aux modes de création audiovisuelle pour faire partager le regard que les jeunes portent sur eux-mêmes*”. Ces “propositions”, formulées par de hauts fonctionnaires d’État, prennent des allures d’injonction institutionnelle à se recentrer sur les jeunes : l’émission *Mosaïque* sur FR3, *Sans Frontière* et nombre d’associations sont incitées à mettre en œuvre cette politique.

La cure de jouvence imposée d’en haut suscite néanmoins de fortes réticences, qui s’expriment ouvertement au lendemain de la Marche. La grande exposition *Les Enfants de l’immigration* qui se tient au Centre Georges-Pompidou (Beaubourg) de janvier à avril 1984 donne à voir de multiples petits espaces d’expression sociale ou culturelle des jeunes, puis se clôt par un imposant espace intitulé “Construction”, celui des pers-

Les jeunes marcheurs ont sans doute été dépassés par leur image publique et n’avaient pas eux-mêmes vraiment conscience de la portée historique de leur épopée.

7. “*Actuel* répond aux jeunes de Bassens”, in *Sans Frontière*, n° 26, 30 mai 1981. 8. James Marange, André Lebon, *L’insertion des jeunes d’origine étrangère dans la société française*, Paris, La Documentation française, 1982.

MÉMOIRES

pectives, où “*les ‘aînés’ peuvent jouer un rôle d’entraînement, d’identification*”⁹. Les “aînés”, ceux qui savent, enseignants, universitaires, militants politisés aussi, reprennent la main par rapport à des jeunes trop imprévisibles. Une partie des animateurs de Convergence 84, la deuxième Marche à mobylette, dénoncera ce “fraternalisme” qui avait amené en son temps Aimé Césaire à écrire le 24 octobre 1956 une retentissante lettre de démission du PCF.



Telescopage entre mémoire et histoire

Les jeunes marcheurs ont sans doute été dépassés par leur image publique et n’avaient pas eux-mêmes vraiment conscience de la portée historique de leur épopée. Du moins, pas encore. Tels des “historiens de l’instant”, Bouzid Kara a laissé une trace avec son livre *La Marche, traversée de la France profonde* (éditions Sindbad, 1984, réédité en novembre 2013 par Actes Sud), et Farid L’Haoua a légué à la postérité une couverture photographique plutôt exhaustive de l’événement vu du point de vue des marcheurs. Au moment de la sortie de son livre, Bouzid Kara expliqua qu’il l’avait écrit avant tout en hommage à ses compagnons de route. Il circulera pourtant bien au-delà des cercles d’initiés. Un exemple parmi d’autres : un extrait en est publié sur une double page d’un manuel scolaire de français pour les élèves des lycées d’enseignement professionnel chez Nathan en septembre 1985. Mais, au-delà du volontarisme de quelques-uns, le point de vue des acteurs est en général réduit à une “micro-histoire”. Trente ans après, la frénésie commémorielle consécutive à une nouvelle commande

publique¹⁰ va faire sortir les “vrais” marcheurs de leur léthargie. Par sursaut d’orgueil, ces derniers n’entendent pas une fois de plus se faire déposséder de leur propre expérience. Le film *La Marche*, de Nabil Ben Yadir, les stimule. Ils se montrent plutôt indulgents vis-à-vis du film parce qu’il les met en valeur, tels des héros retrouvés. Mais comme c’est une fiction cinématographique, ils ont décidé de raconter “*la véritable histoire qui a inspiré le film*”, parfois sous une forme romanesque¹¹. Une douzaine d’entre eux fondent au cours de l’année l’Association des marcheurs historiques de 1983. Au risque de cultiver un entre-soi peu propice à l’enjeu du nécessaire passage des dimensions privées de la mémoire à une histoire partagée, au-delà donc des seuls acteurs de la Marche et des milieux concernés. La séquence “souvenirs et émotions” ouverte par une commémoration sacralise le témoignage “authentique” des marcheurs, sans s’interroger sur la construction de celui-ci. Elle laisse dès lors peu d’espace pour une réflexion critique, un tant soi peu distanciée, sur les dynamiques complexes de la Marche, sur la consistance réelle ou supposée de son message “pour l’égalité et contre le racisme”, et sur sa mise en perspective dans une société marquée par des discriminations raciales et sociales aux formes renouvelées. Néanmoins, des chantiers au long cours sont ébauchés : des bribes d’archives personnelles inédites émergent sur les réseaux sociaux, des travaux d’inventaire et de restauration d’archives écrites, sonores, photographiques ou audiovisuelles se multiplient. Autant de matière première pour les héritiers de la Marche, les chercheurs et le public profane, à même de permettre la production d’une connaissance plus approfondie d’un événement au statut à ce jour encore incertain. ■

9. Voir le catalogue de l’exposition *Les Enfants de l’immigration*, Centre de création industrielle-Centre Georges-Pompidou, 1984.

10. Le 19 février 2013, le comité interministériel des villes décide de soutenir les initiatives engagées pour célébrer le 30^e anniversaire de la Marche et un programme national de recueil de témoignages et d’actions commémoratives.

11. Voir le roman de la marcheuse Marilaure Mahé, *En marche*, Roubaix, Sokrys, 2013.